

## COMPRENDRE LE MECANISME DE LA FABRICATION DE LA MISERE, DE LA DETRESSE DU PEUPLE HAITIEN ET LA NECESSITE D'UNE SOLIDARITE INTERNATIONALE CONCRETE.

Aujourd'hui, le capitalisme mondialisé nous met face à des menaces de toutes sortes et à de nouveaux défis qu'il importe de relever de manière solidaire pour préserver l'avenir de l'humanité. En effet, la possibilité d'extinction de la planète interpelle la conscience de toute la communauté humaine et nous rappelle que nous sommes tous et toutes embarqués.es, où que nous vivions, sur le même bateau (La crise du corona virus qui a affecté toute la communauté humaine, le problème du réchauffement climatique sont, entre autres, autant d'exemples qui illustrent éloquemment ce fait). Dans ce cadre, comme le souligne la philosophe Marie Claude Blais « *A l'heure de la mondialisation, plus que jamais nous devons être solidaires... nous avons aujourd'hui des raisons d'être sensibles à la dimension mondiale de la solidarité ... nous ne formons qu'une seule humanité et nous sommes solidaires de tous nos contemporains comme de toutes les générations futures.*<sup>1</sup> »

Dans le cas des peuples en situation de détresse, l'accomplissement de ce devoir de solidarité des autres peuples, membres de la communauté humaine et partageant un destin commun, s'impose. Aujourd'hui, le peuple haïtien est en situation de détresse énorme, d'insécurité étatique planifiée, de violence inouïe et de terreur cyniquement organisée. Il a urgemment besoin d'une solidarité agissante qui se fait encore attendre en dépit de la gravité de sa situation. Et c'est pourquoi nous lançons ce vibrant appel à la solidarité internationale véritable et non un appel à l'aide humanitaire qui enfonce Haïti loin de l'aider à s'en sortir. La solidarité que nous sollicitons c'est la solidarité dans sa dimension de la responsabilité collective, de réciprocité d'obligations et de dette mutuelle. Pour faciliter, à l'échelle mondiale, une prise de conscience de la gravité de la situation et la nécessité d'agir solidairement et vite en faveur d'Haïti, nous nous faisons le devoir d'exposer brièvement l'état de la situation.

Depuis environ dix (10) ans, les ambassades des pays du Nord<sup>2</sup>, par le truchement du Core Group<sup>3</sup>, et d'une fraction de la bourgeoisie locale ont installé en Haïti, à travers des élections truquées, un régime politique mafieux, opérant totalement en dehors des normes élémentaires de la morale publique et de l'éthique. Ce qui le caractérise fondamentalement, c'est la violation systématique des droits fondamentaux de la population (droit à la vie, au bien-être, droits syndicaux...), l'utilisation constante du mensonge, du vol, de la corruption généralisée et banalisée, sans oublier les pratiques d'assassinats ciblés, de kidnapping et l'organisation de massacres répétés dans les quartiers défavorisés. Outre cela, la mise en place de groupes de gangs aujourd'hui fédérés avec la complicité d'une frange puissante de la communauté internationale et d'une partie de la bourgeoisie mafieuse est désormais une réalité. Tout cela représente une véritable menace pour le présent et l'avenir d'Haïti.

---

<sup>1</sup>( [Marie-Claude Blais](https://www.cairn.info/revue-le-telemaque-2008-1-page-9.htm#), La solidarité, <https://www.cairn.info/revue-le-telemaque-2008-1-page-9.htm#>

<sup>2</sup>. Principalement Les États-Unis, le Canada et la France.

<sup>3</sup> Il s'agit d'un regroupement en Haïti composé de la Représentante spéciale des Nations Unies, du Représentant spécial de l'Organisation des États américains, des Ambassadeurs des États-Unis, de la France, du Canada, de l'Union Européenne, de l'Allemagne, de l'Espagne et du Brésil.

A souligner qu'en moins de dix (10) ans, le régime corrompu Tèt Kale et d'autres dirigeants/tes étatiques qui les ont précédé, ont pillé plus de 4 milliards de dollars (US) du fonds PetroCaribe, institué dans le cadre d'un Accord signé entre le Venezuela et Haïti en 2006 et mis en application à partir de 2008, sans compter d'autres sommes dilapidées dans le trésor public chaque année à travers le budget national<sup>4</sup>. Rappelons que ce vaste pillage a eu lieu après la dilapidation du fonds confié à la *Commission Intérimaire pour la Reconstruction D'Haïti (CIRH)*<sup>5</sup>, commission dirigée par l'équipe de Bill Clinton et de Jean Max Bellerive, en charge de la gestion dudit fonds après le séisme de 2010 qui a causé environ trois cent mille (300 000) morts et plus d'un million cinq cent mille (1 500 000) sans-abris en Haïti. Cependant, Bill Clinton et l'ancien premier ministre haïtien, Jean Max Bellerive, qui dirigeaient la CIRH ainsi que d'autres acteurs mafieux locaux et internationaux ayant dilapidé cet argent, n'ont pas encore, jusqu'ici, rendu compte au peuple. Pire, ils s'arrangent pour ne pas avoir à rendre compte un jour. C'est pourquoi le couple Clinton (Bill et Hillary) a joué un rôle important dans l'accession de Joseph Michel Martelly au pouvoir comme président d'Haïti (mai 2011-février 2016) pour tenter ainsi d'obtenir la garantie d'une impunité totale et de poursuivre le pillage des ressources du pays. Dans cette même optique, cette équipe mafieuse locale et internationale est en train de tout faire pour assurer, après le départ prochain de Jovenel Moïse, le retour officiel au pouvoir de Joseph Michel Martelly en vue de continuer le processus de pillage et de garantir ainsi l'impunité.

Plus de dix (10) ans après le séisme, alors que la corruption fleurit et tend à se normaliser au sein de l'appareil étatique, le problème de logement que la CIRH devait aider à résoudre persiste encore. Plusieurs milliers de familles continuent à vivre sous des tentes en attente de cette reconstruction confiée à l'équipe de Clinton et de Bellerive. En outre, les parents des milliers de victimes du choléra meurtrier introduit en Haïti par les soldats de l'ONU l'année même du séisme, ne sont pas encore dédommagés par ladite organisation qui cherche au contraire à fuir ses responsabilités vis-à-vis d'eux.

A souligner que la population fait face à une situation de précarité aiguë. Les chiffres qui suivent sont parlants : parmi les institutions sanitaires du pays, 46,76% relèvent du privé, 37,21% du public et 16,03% sont mixtes<sup>6</sup>. Dans les hôpitaux publics, les personnels de santé n'ont pas toujours les matériels requis pour assurer des soins de qualité à la population. Par ailleurs, le personnel de santé essentiel est de 6,34 pour 10 000 habitants. Cet effectif est largement inférieur au minimum établi par l'*Organisation Mondiale de la Santé (OMS)* à savoir 25 pour 10 000 habitants. Quant au nombre de lits d'hôpitaux, Haïti ne dispose que de 6,86 lits pour 10 000 habitants<sup>7</sup>.

De plus, la situation en matière d'éducation s'est empirée sous le régime PHTK. La part du budget y relative connaît une baisse significative. De 17% en 2015, elle a chuté à 9,6% en 2020. Or, l'Etat

---

4. A titre d'exemple, dans plusieurs budgets sous l'administration de Jovenel Moïse – dont celui de 2017-2018 qualifié de criminel par de larges secteurs du pays, des montants de l'ordre de ... % sont répartis sur des rubriques imprécises intitulées « Autres services généraux », « Autres services communautaires » pour faciliter une gestion opaque.

5. Commission Intérimaire pour la Reconstruction D'Haïti (après le séisme dévastateur du 12 janvier 2010), co-présidée par l'ex président états-unien Bill Clinton et le premier ministre haïtien d'alors, Jean Max Bellerive. L'ex président Clinton a joué un rôle de premier plan dans la mise en place en Haïti du régime au pouvoir.

6. Ministère de la santé publique et de la population (MSPP), *Liste des institutions sanitaires du pays*, avril 2015.

7. MSPP, *Rapport statistique 2016*, octobre 2017.

dispose de moins de 10% d'écoles dans un pays où plus de 70% de la population sont au chômage, donc incapables de payer pour leurs enfants les frais de scolarité souvent élevés. En un pareil cas, l'éducation qui est un bien commun devient une marchandise, accessible exclusivement à ceux qui ont un pouvoir d'achat.

. Entre temps, les conditions de vie de la population n'ont cessé de se dégrader avec une rapidité effrayante due particulièrement au désengagement de l'État, à l'ouverture du marché, à la dévaluation excessive de la monnaie nationale, à l'augmentation vertigineuse des prix des produits de première nécessité qui ont quasiment triplé dans un temps record. Plus de 6 millions de personnes (sur une population de près de 12 millions) vivent en insécurité alimentaire. Le chômage, la pauvreté, la corruption, le non respect des droits élémentaires de la population, la répression systématique... s'amplifient de manière inquiétante. S'ajoutent à tout cela l'insécurité organisée, les massacres d'Etat perpétrés dans les quartiers fragilisés causant chaque fois la mort de plusieurs dizaines de nos compatriotes.

A noter que les différents massacres commis dans les quartiers de La Saline, Tokyo, Carrefour-Feuilles, Bel-Air, Pont Rouge, Cité Soleil, Shada 2 (au Cap-Haïtien), entre autres, l'ont été avec la complicité des alliés locaux et internationaux du pouvoir en place qui en a profité pour établir des gangs armés dans divers départements géographiques du pays. Chose curieuse, cette révoltante et indignante situation qui s'est encore aggravée avec la crise du coronavirus, n'a nullement retenu l'attention de la représentante spéciale du secrétaire général des Nations Unies en Haïti, Helen Meagher La Lime qui a omis de mentionner de tels faits et crimes dans le "Rapport" présenté le 19 juin dernier, devant le Conseil de Sécurité de l'ONU. Cette omission, significative de complicité, a été soulignée dans un article intitulé « HAÏTI ET LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE : ENTRE DÉNI ET COMPLICITÉ », paru sous la plume de Frédéric Thomas, le 2 juillet 2020 (Centre tricontinental (CETRI)<sup>8</sup>). Il précise : « Moins d'un mois après le massacre de Pont Rouge, Helen La Lime Meagher évoquait « les gains durement acquis en matière de sécurité et de développement au cours des quinze dernières années<sup>9</sup> ». Il précise que « Cette dénégation de l'augmentation de la pauvreté (touchant plus de 59% de la population), de l'insécurité, de la corruption et de la vie chère sonnait comme une gifle infligée aux Haïtiennes et Haïtiens. <sup>10</sup>»

De plus, différents rapports présentés par diverses organisations de droits humains indiquent clairement que les massacres ont été orchestrés par des autorités au plus haut niveau de l'État et des bandits travaillant pour le compte du régime criminel et corrompu PHTK actuellement au pouvoir. Selon un rapport d'enquête d'un organisme de droits humains, le RNDDH<sup>11</sup>, publié le 23 juin 2020, l'équipe au pouvoir a fédéré des gangs armés et leurs alliés sous le nom de *G9 an fanmi e alye* (G9 en

---

<sup>8</sup> Le Centre tricontinental (CETRI), organisation non gouvernementale basée à Louvain-la-Neuve (Belgique), est un centre de recherche, de publication et de documentation sur le développement et les rapports Nord-Sud. Le CETRI a pour objectif de faire entendre des points de vue du Sud et de contribuer à une réflexion critique sur les conceptions et les pratiques dominantes du développement ...

<sup>9</sup> Frédéric Thomas, HAÏTI ET LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE : ENTRE DÉNI ET COMPLICITÉ, <https://www.cetri.be/Haiti-et-la-communaute?lang=fr>

<sup>10</sup>Ibid

<sup>11</sup> Réseau National De Défense Des Droits Humains (<http://rnddh.org/>, [rnddh@rnddh.org](mailto:rnddh@rnddh.org)), « Attaques contre les quartiers défavorisés : Le RNDDH exige la fin de la protection des gangs armés par les autorités au pouvoir », 23 juin 2020.

famille et alliés). Des mandats d'arrestation ont été décernés à l'encontre de certains chefs de gangs<sup>12</sup> pour les massacres perpétrés mais ces mandats sont restés jusqu'à présent sans suite à cause du fait de la connexion directe de ces derniers avec les tenants du pouvoir. D'après ledit rapport, les chefs de gangs disposent parfois de blindés de la Police nationale pour perpétrer les massacres. Une autre institution de droits humains, la FJKL<sup>13</sup> a confirmé, dans un rapport daté du 22 juin 2020, l'existence de très bonnes relations entre les autorités étatiques et les gangs armés. Selon ce rapport, la gangstérisation s'inscrit dans une stratégie électorale visant le maintien au pouvoir de l'actuel régime PHTK. Précisons que deux (2) dirigeants du régime PHTK, Pierre Richard Duplan (ex Délégué départemental de l'Ouest<sup>14</sup>) et l'ex Directeur général du Ministère de l'intérieur et des collectivités territoriales, Fednel Monchéry, sont indexés dans des rapports comme étant impliqués dans le massacre organisé à La Saline en novembre 2018. Ces deux dirigeants sont couverts, à l'instar du chef de gang Jimmy Chérisier, par la protection du régime PHTK. Frédéric Thomas va dans le même sens en indiquant ce qui suit : « *Le 13 novembre 2018, des groupes armés, liés aux autorités publiques, perpètrent un massacre à La Saline, un quartier populaire de Port-au-Prince, tuant 59 personnes. Les rapports de l'ONU et des organisations locales de défense des droits de l'homme pointèrent du doigt la responsabilité du pouvoir. Mais, l'instruction est à l'arrêt, et la violence s'est trouvée amplifiée et banalisée. Qui plus est, le principal organisateur, l'ancien policier Jimmy Cherizier, alias « Barbecue », est au centre d'un nouveau massacre.* <sup>15</sup>»

En fait, les assassins du pouvoir continuent à semer le deuil partout et en toute impunité. En témoignent les derniers cas d'assassinat perpétrés en série ces derniers jours dans la capitale haïtienne. Dans la soirée du vendredi 28 août 2020, le Bâtonnier de l'ordre des avocats de Port-au-Prince, Me Monferrier Dorval a été froidement abattu dans le parking de sa maison située à quelques mètres de la résidence du président inculpé Jovenel Moïse. Le lendemain de l'assassinat, la résidence du bâtonnier, la scène du crime qui était déjà sous contrôle judiciaire, a été vandalisée. Beaucoup se demandent, perplexes, comment des assassins peuvent-ils se permettre de pénétrer dans cette zone de résidence hautement sécurisée et commettre un tel crime sans être inquiétés voire appréhendés ? La veille, au moins trois personnes dont deux hommes d'affaires et un animateur de radio ont été assassinés à quelques heures d'intervalle. Dans le cas spécifique du bâtonnier Dorval, ces assassins bénéficient-ils, à la manière de Jimmy Chérisier, de la protection du pouvoir en place ou étaient-ils en mission commandée ?

Ce crime s'apparente, selon plus d'un, à un crime d'Etat planifié. Une source proche du bâtonnier ayant requis l'anonymat, par crainte de représailles, a confié à l'agence en ligne Rezonòdwès que :

---

12. Parmi lesquels, Jimmy Chérisier, un ancien policier qui fait l'objet d'un mandat d'arrestation. Ce chef de gang est identifié comme l'un des auteurs du massacre de La Saline, de concert avec Pierre Richard Duplan (le Délégué d'alors du département de l'Ouest) et Fednel Monchéry (le Directeur général d'alors du Ministère de l'intérieur et des collectivités territoriales).

13. Fondasyon Je Klere (<https://fjkl.org.ht/>), « Terreur dans les quartiers populaires / Pont Rouge au cœur d'une stratégie électorale macabre : La Fondasyon Je Klere (FJKL) tire la sonnette d'alarme », 22 juin 2020.

14. Le Délégué départemental est le représentant du Président de la République dans le département. Quant aux Directeurs généraux, ils sont directement nommés par le Président.

<sup>15</sup> Ibid

« *Me. Dorval, contacté par le Palais National, a catégoriquement refusé d'envoyer un représentant du barreau siéger au Conseil Electoral Provisoire(CEP)<sup>16</sup> ». Il a indiqué que « Jovenel Moise était furieux de l'insistance de Monferrier Dorval à se tenir à l'écart de la formation de son CEP inconstitutionnel <sup>17</sup>» . Est-ce ce refus qui lui aurait valu ce sort ? A noter que ce pouvoir continu malgré tout à bénéficier de l'appui incondtionnel du Core Group, de l'ONU et du gouvernement américain en particulier.*

Face à cette situation indécente et honteuse de complicité indue entre une frange de l'International et le pouvoir corrompu et criminel PHTK qui cause tant de mal à la population haïtienne aux abois, après avoir occasionné, jusqu'à ces derniers jours, tant de pertes gratuites en vies humaines, l'auteur de l'article susmentionné s'interroge : « *Combien de massacres faudra-t-il pour lever le masque d'indifférence et de cynisme, pour reconnaître dans les décapitations et les corps brûlés le miroir de la diplomatie internationale ? Pour que la presse en parle, pour que l'opinion publique s'en émeuve, pour que les politiques changent ?* »

Notons au passage que l'attitude hostile, raciste ou l'indifférence inqualifiable des anciennes puissances esclavagistes, coloniales et racistes, devenues aujourd'hui puissances impérialistes, vis-à-vis d'Haïti, vient des craintes et rancœurs historiques non encore digérées et dépassés après plus de deux siècles. En effet, « *Le triomphe de la révolution haïtienne en 1804 qui a donné naissance à l'État haïtien et abouti à la fin du système esclavagiste de production, d'exploitation et de domination, marque un tournant décisif dans l'histoire de l'humanité. Cet évènement exceptionnel, considéré par certains comme étant le plus grand du XIXe siècle, inquiéta beaucoup les puissances esclavagistes, coloniales et racistes du moment qui se sont liguées contre ce nouvel État . La présence d'Haïti dans le concert des nations a été très mal vue et mal accueillie par ces puissances qui la considèrent comme une véritable menace qu'il importe de conjurer à tout prix.* », <sup>18</sup> estime Josué Merilien.

Aussi, l'idée suivant laquelle Haiti aurait représenté un danger continue aujourd'hui encore à faire son chemin et motive en grande partie cette posture haineuse, défavorable, insensible d'une redoutable partie de la communauté internationale par rapport à Haiti. Ricardo Seitenfus, ancien représentant de l'OEA en Haiti, l'a très bien compris quand il écrit :« *D'un point de vue historique, Haiti a généralement été perçu comme une menace, par une partie du système international. C'est ce qui explique pourquoi ses rapports avec le monde sont définis par la force et jamais par le dialogue<sup>19</sup>.* »

Cette indifférence marquante a été, en ces termes, soulignée par Christiane TAUBIRA mettant en même temps en évidence ce qu'Haïti représente pour le monde et les noirs en particulier. « *Ce n'est pas à moi seule que le peuple d'Ayiti a ouvert les avenues d'un monde de justice et de fraternité. Ce fut aussi au monde noir, dans son entier, qui y reconnaît la première République Indépendante, arrachée puis codifiée par d'anciens esclaves, édifiée à la morgue de l'empire colonial. Ce fut aussi un cadeau pour le monde opprimé dans sa quête de référence et de modèle dans un univers non*

---

<sup>16</sup> <https://rezonodwes.com/2020/08/29/monferrier-dorval-aurait-categoriquement-refuse-a-jovenel-moise-lenvoi-de-tout-representant-au-sein-de-son-cep-dermalog-illegal-inconstitutionnel/>

<sup>17</sup> Ibid

<sup>18</sup> Josué Mérilien, Haïti, Education à la citoyenneté : Enjeux et perspectives, ed. Les Engagés, Rotterdam, 2018, p.176

<sup>19</sup> Ricardo Seitenfus, L'échec de l'aide internationale à Haïti, Dilemmes et égarements, ed de l'Université d'Etat d'Haïti, P-au-P, 2015, p. 25

*seulement hostile, mais qui, comme l'assénait Frantz Fanon, déjà s'emparait de son passé pour le défigurer, le distordre.*<sup>20</sup> »

L'historien français, Jean-Pierre Le Glaunec, auteur de l'ouvrage *L'armée indigène : la défaite de Napoléon en Haïti*, s'interroge sur l'occultation systématique de la Bataille de Vertières du 18 novembre 1803, aboutissant à la capitulation de l'armée française et à l'indépendance d'Haïti en 1804. Il explique comment la marginalisation d'Haïti s'est rendue possible par le simple fait du refus délibéré de parler, dans les livres d'histoire, d'Haïti ou des grands moments héroïques de son histoire, particulièrement de la Bataille de Vertières marquant, suivant l'auteur et d'autres, le triomphe du droit à la vie, à la liberté et à la citoyenneté, donc des Droits de l'homme. Pourtant dans le pays des Droits de l'homme, la Bataille de Vertières est complètement éclipsée aux fins de masquer la défaite de l'armée napoléonienne en Haïti. Il souligne que : « *Le mot Vertières est un mot qui n'existe pas dans l'histoire et la mémoire françaises... Cette défaite a été occultée, effacée... elle est scandaleuse...* »<sup>21</sup>

De même qu'il y a une volonté manifeste d'occultier l'histoire remarquable d'Haïti ou cette page extraordinaire de notre histoire, il y a également une volonté évidente de fausser la réalité haïtienne indignante actuelle ou de bloquer toute circulation d'informations exactes y relatives. Ce, pour éviter au reste du monde de comprendre réellement ce qui se passe en Haïti, de bien saisir la responsabilité des puissances impérialistes et celle des élites locales dans cette situation alarmante de détresse du peuple haïtien et de pouvoir apporter, en retour, une solidarité concrète.

En ce sens, cette branche puissante de l'International s'est arrangée pour gagner le silence complice de la Grande Presse internationale qui se garde de diffuser toutes les informations nécessaires à une réelle compréhension de la situation haïtienne. Donc, nous aider aujourd'hui à inverser cette tendance nocive, cette situation nuisible et à définir enfin d'autres types de rapport avec l'International pour permettre ainsi à Haïti de prendre sa route, devient une nécessité dans le cadre de cette solidarité concrète attendue. Car, cela représente, entre autres, l'une des conditions du décollage réel d'Haïti.

Frédéric Thomas, dans la même veine, pointe du droit la responsabilité de cette puissante frange de la communauté internationale dans cette situation de violence planifiée, et donc dans le drame actuel du peuple haïtien en lutte pour l'amélioration significative et réelle de ses conditions de vie qui passe par un changement radical de la situation inacceptable actuelle. Le peuple haïtien a déjà beaucoup entrepris pour parvenir à se libérer du régime PHTK corrompu et criminel ainsi que du système de corruption mis en place au détriment de la population, et qui sert plutôt les intérêts d'une certaine communauté internationale et d'une certaine bourgeoisie haïtienne mafieuses qui entendent préserver le statu quo et essaient à tout prix de briser la lutte pour le bien-être et de retarder la victoire assurée du peuple. Frédéric Thomas estime que : « *L'international est l'un des maillons les plus forts de l'impunité en Haïti. Et on ne se débarrassera pas de cette responsabilité avec un nouveau lot de Casques bleus et d'aide humanitaire. La violence actuelle est nourrie et instrumentalisée par un gouvernement, qui, sans l'appui de la « communauté » internationale, serait déjà tombé sous la pression de la rue* ».

---

<sup>20</sup>[www.cadtm.org/Lettre-de-Christiane-Taubira-au-Peuple-d-Ayiti](http://www.cadtm.org/Lettre-de-Christiane-Taubira-au-Peuple-d-Ayiti)

<sup>21</sup> <https://parolenarchipel.wordpress.com/2014/11/13/lhistoire-meconnue-de-la-defaite-de-napoleon-en-haiti-tv5monde/>

Il convient de rappeler les gigantesques mouvements de protestation des 6, 7 et 8 juillet 2018, les grandes manifestations de rue d'octobre et de novembre de la même année, rassemblant trois à quatre millions de manifestants. Ce vaste mouvement de mobilisation a été relayé et renforcé par les jeunes Petro challengers, mobilisés un peu partout dans le pays pour dénoncer la corruption, les massacres et tant d'autres crimes perpétrés et réclamer le départ sans délai du président inculpé Jovenel Moïse et la mise en accusation des criminels du régime PHTK.

Aujourd'hui face à la population qui continue d'exiger de meilleures conditions de vie : justice, liberté d'expression, sécurité, arrestation des corrompus, respect du droit à la vie, des droits fondamentaux etc, l'équipe mafieuse au pouvoir répond par la violence et la répression systématique. Nous avons pour preuves les répressions policières brutales exercées et les huit arrestations illégales effectuées lors de la manifestation du 18 mai 2020, manifestation réalisée par une coalition contre, notamment, la corruption, la faim, l'insécurité et la mauvaise gestion de la crise sanitaire par le gouvernement. Viennent ensuite, les répressions policières violentes exercées le 29 juin 2020, lors du Sit-in organisé par le groupe de *petrochallengers*<sup>22</sup> "Nou Pap Dòmi" devant le Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique pour dénoncer l'insécurité et exiger le respect du droit à la vie, sans oublier la dispersion brutale à coups de gaz lacrymogènes et de coups de feu des activités de mobilisation des enseignants/tes, des petrochallengers et d'autres organisations syndicales et populaires les 6 et 7 juillet 2020. Alors que la police a réprimé brutalement deux journées de mobilisation lancées par plusieurs organisations pour les mêmes raisons évoquées précédemment, elle a pourtant laissé défiler librement et en toute impunité, durant la journée du 7 juillet dernier, des gangs armés à travers les rues de la capitale brandissant des armes d'assaut sous l'œil complice des agents de la police nationale et des agents des Nations Unies.

Cela nous porte à conclure que l'équipe du PTHK soutenue par le BINUH et le Core Group<sup>23</sup> planifie la descente aux enfers de la population haïtienne en situation extrême de détresse. Mais, le peuple haïtien n'entend pas concéder le respect de ses droits fondamentaux ni à l'apprenti dictateur Jovenel Moïse ni à ses alliés mafieux...

**Organisations de droits humains locales et internationales, organisations syndicales, politiques, sociales et populaires dans le monde, personnalités internationales sensibles aux droits et intérêts des peuples, militants/tes internationalistes, Prix Nobel de la Paix, Personnalités politiques et intellectuelles du monde entier, Représentants/tes du Haut Conseil de la Coopération et de la Solidarité Internationale, peuples en lutte,**

Le peuple haïtien entend poursuivre jusqu'au bout sa lutte légitime et salvatrice et compte sur la solidarité agissante de vous tous et toutes et vous demande de bien vouloir prendre position aussitôt informés/es des données renversantes de cette situation de détresse vécue au quotidien. Comme le

---

22. C'est le nom réclamé par des acteurs et actrices d'un vaste mouvement citoyen lancé en août 2018 à la suite d'un hashtag posté sur les réseaux socio-numériques par un cinéaste sous le nom de « PetroCaribeChallenge » demandant où est passé l'argent du PetroCaribe.

23. C'est le nom d'un regroupement en Haïti composé de la Représentante spéciale des Nations Unies, du Représentant spécial de l'Organisation des États américains, des Ambassadeurs des États-Unis, de la France, du Canada, de l'Union Européenne, de l'Allemagne, de l'Espagne et du Brésil.

considère, à juste titre, Desmond Tutu « *si vous êtes neutre dans des situations d'injustice, vous avez choisi le camp de l'opresseur car la neutralité aide toujours l'opresseur, jamais la victime.* »

Au nom de la **solidarité internationale**, nous vous invitons à prendre en compte la gravité de la situation infernale et indignante de non-respect des droits fondamentaux, d'injustice, d'impunité, d'inégalités, d'insécurité d'Etat planifiée, de répression systématique et à entreprendre en conséquence, en faveur du peuple haïtien livré à lui-même, un ensemble d'actions de solidarité incluant l'organisation de campagnes internationales d'informations sur la situation actuelle, de lettres de dénonciation, de sit-in devant les différentes ambassades des pays membres du Core Group...

Le peuple haïtien est en situation de détresse extrême. Comme George Floyd, il a sur son cou les genoux puissants et pesants du Gouvernement de Donald Trump agissant, entre autres, par l'entremise de Mme Michèle J. Sison, Ambassadrice américaine en poste en Haïti ; ainsi que ceux de l'ONU à travers l'Américaine, Helen Meagher La Lime, sa représentante en Haïti et enfin ceux des autres membres du Core Group. Il a donc urgemment besoin de la solidarité des peuples frères et de tous les hommes et femmes de bonne volonté pour ne pas être asphyxié.

Peuples frères, Personnalités, militants/tes internationalistes, représentants/tes d'organisations syndicales, sociales, Artistes du monde entier, le peuple haïtien crie au secours : ***nos oppresseurs sont en train de nous étouffer*** ... Indignez -vous, et engagez-vous ! Agissez maintenant avant que n'arrive le pire qui n'est pas loin !